

20 MAI 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les dispositions générales d'établissement des statuts administratif et pécuniaire des secrétaires et receveurs des centres publics d'aide sociale

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, notamment les articles 42, alinéa 9, et 43, alinéa 3, modifiés par l'arrêté royal du 5 août 1986, par la loi du 5 août 1992 et par le décret du 2 avril 1998;

Vu l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 23 mars 1977 relatif à la désignation des receveurs régionaux pour les centres publics d'aide sociale, modifié par l'arrêté royal du 25 octobre 1984;

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 1993 fixant les dispositions générales d'établissement des statuts administratif et pécuniaire des secrétaires et receveurs des centres publics d'aide sociale;

Vu le protocole de négociation du 23 mars 1999 du Comité C wallon des services publics locaux et provinciaux;

Vu l'avis du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne, donné le 2 février 1999;

Vu la délibération du Gouvernement du 4 mars 1999 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 3 mai 1999 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant qu'il convient d'arrêter pour les centres publics d'aide sociale de la région de langue française les dispositions générales d'établissement des statuts administratif et pécuniaire des secrétaires et receveurs des centres publics d'aide sociale;

Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale et de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle en application de l'article 138 de la constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Les statuts administratif et pécuniaire du secrétaire et du receveur local du centre public d'aide sociale sont fixés par un règlement établi par le conseil de l'aide sociale dans les limites des dispositions générales du présent arrêté.

CHAPITRE II. — Recrutement et promotion

Art. 3. Le secrétaire et le receveur local doivent satisfaire aux conditions de nomination suivantes :

1. être Belge;
2. jouir des droits civils et politiques;
3. être de conduite irréprochable;
4. avoir satisfait aux obligations des lois sur la milice;
5. avoir les aptitudes physiques requises;
6. satisfaire à l'examen ou au concours de recrutement.

Art. 4. Le règlement doit prévoir les modalités de recrutement aux fonctions de secrétaire et de receveur local. Il détermine notamment :

1° les conditions de participations à l'examen ou au concours, les modalités de son organisation, la composition du jury, l'ordre et le contenu des épreuves ainsi que le mode de notation. L'examen ou le concours doivent comporter une épreuve permettant de juger la maturité des candidats et une épreuve d'aptitude professionnelle permettant d'apprécier si ceux-ci possèdent les connaissances et capacités requises pour exercer les fonctions qui leur seraient dévolues.

Un membre du jury au moins appartient au personnel académique ou scientifique d'une Université ou d'un établissement d'enseignement supérieur non universitaire, dont l'une des spécialités correspond à la matière de l'examen ou du concours; le jury comporte également, selon la fonction à pourvoir, au moins deux secrétaires ou receveurs en fonction ou retraités depuis moins de cinq ans, ainsi que le président du centre public d'aide sociale ou son remplaçant.

D'autres membres du conseil de l'aide sociale peuvent assister aux épreuves en tant qu'observateur.

Les membres du jury extérieurs au centre sont en toute hypothèse majoritaires;

2° les conditions relatives aux diplômes et aux certificats qui imposent au moins la possession des diplômes suivants :

a. soit un des diplômes ou certificats pris en considération pour le recrutement aux emplois du niveau 1 dans les services de l'Etat, des Communautés et des Régions;

soit le diplôme de licencié en sciences hospitalières obtenu après un cycle d'études techniques supérieures A1 ou une candidature universitaire;

b. et de plus, un diplôme ou certificat délivré à l'issue d'un cycle complet du cours de sciences administratives, conforme au programme minimal dont la liste de cours est établie par le Ministre de l'Action sociale;

3° le règlement peut prévoir que la nomination du secrétaire et du receveur est subordonnée à l'accomplissement d'un stage d'une durée d'un an et à une évaluation. Ce règlement détermine les périodes de non activité ou d'absence qui ne sont pas prises en compte pour le calcul de la durée du stage.

Art. 5. Le conseil de l'aide sociale peut prévoir dans le règlement une dispense totale ou partielle de l'examen ou du concours de recrutement pour le candidat qui exerce, depuis au moins deux ans à titre définitif, la fonction de secrétaire ou de receveur local ou régional du même centre ou d'un autre centre public d'aide sociale.

Dans ce dernier cas, la dispense ne peut être accordée que si les deux centres publics d'aide sociale appartiennent à la même catégorie ou si le centre pour lequel l'examen est organisé appartient à une catégorie inférieure à celle du centre où le candidat exerce la fonction.

Pour la détermination des catégories, il y a lieu de se référer à l'article 6, § 1^{er}, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale.

Art. 6. Le règlement doit prévoir les modalités de promotion aux fonctions de secrétaire et s'il échet, de receveur. Il détermine notamment le ou les grades dont les agents doivent être titulaires pour pouvoir postuler ainsi que les autres conditions auxquelles les candidats doivent répondre.

Ces conditions ne peuvent être inférieures à celles définies ci-après :

1° dans le centre public d'aide sociale, soit être titulaire d'un grade de niveau 1, soit, si le cadre organique ne comporte pas de grade de niveau 1, être titulaire d'un grade de niveau 2+ ou de niveau 2;

2° être porteur du diplôme ou certificat délivré à l'issue d'un cycle complet du cours de sciences administratives, conforme au programme minimal dont la liste de cours est établie par le Ministre de l'Action sociale sauf dispenses telles que prévues par l'article 7;

3° être nommé à titre définitif et avoir atteint, en qualité d'agent statutaire, soit une ancienneté de service d'au moins trois ans dans le centre public d'aide sociale ou dans la commune, soit une ancienneté de cinq ans dans un autre centre public d'aide sociale ou dans une autre commune de même catégorie ou de catégorie supérieure comme prévu à l'article 6, § 1^{er}, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale;

4° avoir subi avec succès l'examen ou le concours visé au 1° de l'article 4.

CHAPITRE III. — *Dispositions communes au recrutement et à la promotion*

Art. 7. Sont dispensés de la présentation du diplôme ou du certificat délivré à l'issue d'un cycle complet de cours de sciences administratives, les candidats porteurs d'un des diplômes suivants :

- docteur ou licencié en droit;
- licencié en sciences administratives;
- licencié en sciences politiques;
- licencié en sciences sociales ou sociologie;
- licencié en sciences économiques;
- licencié en sciences commerciales.

Sont également dispensés du même diplôme ou certificat, les candidats porteurs d'un diplôme ou certificat pris en considération pour l'admission aux emplois du niveau 1 dans les services de l'Etat, des Communautés et des Régions pour autant que ce titre ait été délivré au terme d'études totalisant au moins 60 heures dans le groupe des matières constituées par le droit public, administratif et le droit civil et 40 heures dans le groupe des matières constituées par l'économie, les finances et la comptabilité.

Art. 8. Le centre public d'aide sociale d'une commune de moins de 20.001 habitants qui crée ou confère un emploi de receveur local peut nommer un receveur régional à cet emploi; les receveurs régionaux sont réputés satisfaire à toutes les conditions de nomination à l'emploi de receveur local. Le receveur régional nommé receveur local conserve à titre personnel au prorata des prestations conférées l'échelle de traitement dont il bénéficiait en tant que receveur régional si celle-ci est plus avantageuse.

CHAPITRE IV. — *Prestations*

Art. 9. § 1^{er}. Le centre public d'aide sociale d'une commune de moins de 5.001 habitants a un secrétaire engagé à mi-temps; le centre public d'aide sociale d'une commune de plus de 5.000 habitants et de 7.500 habitants au plus a un secrétaire engagé pour les trois-quarts de la durée normale de travail. Les centres publics d'aide sociale de deux communes de moins de 5.001 habitants chacune, peuvent engager un même secrétaire à mi-temps.

§ 2. Le conseil d'un centre public d'aide sociale d'une commune de moins de 5.001 habitants peut imposer une durée du travail inférieure à la moitié de la durée normale du travail, à condition que sa décision établisse que la bonne organisation et la qualité des services ne sont pas compromises.

Art. 10. Le centre public d'aide sociale d'une commune d'au moins 7.501 habitants a un secrétaire à temps plein.

Dans une commune reclassée dans une catégorie inférieure, le secrétaire en fonction à titre définitif à la date de publication au *Moniteur belge* des résultats du recensement général de la population continue d'assumer cette fonction jusqu'à l'achèvement de sa carrière ou de sa mission dans le centre.

Art. 11. Le conseil d'un centre public d'aide sociale d'une commune de moins de 7.501 habitants peut, par décision motivée, augmenter le temps de travail du secrétaire, fixé conformément à l'article 9, § 1^{er}.

Art. 12. Les centres publics d'aide sociale ont un receveur à temps plein à partir de 20.001 habitants.

Dans une commune reclassée dans une catégorie inférieure, le receveur en fonction à titre définitif à la date de publication au *Moniteur belge* des résultats du recensement général de la population continue d'assumer cette fonction jusqu'à l'achèvement de sa carrière ou de sa mission dans le centre.

Le recours aux services d'un receveur local à temps partiel prévu par l'article 43, alinéa 3, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale est autorisé à concurrence d'un mi-temps lorsque le centre dessert 10.000 habitants et moins et d'un trois-quarts temps lorsque le centre dessert de 10.001 à 20.000 habitants.

Le Ministre de l'Action sociale peut, sur demande motivée du centre public d'aide sociale, accorder une dérogation à cette règle. Toutefois, le recours à un receveur à temps plein ne peut être autorisé que si le centre occupe un secrétaire à temps plein.

Art. 13. En aucun cas, le cumul d'une fonction de secrétaire ou de receveur à temps partiel avec une autre activité professionnelle ne peut porter le volume total de toutes les activités cumulées à plus de 1,25 fois la durée de travail de l'emploi à temps plein.

Art. 14. La fonction de secrétaire ou de receveur exercée à temps plein ne peut être cumulée avec une autre activité professionnelle, sauf en cas de dérogation admise par le conseil suivant la réglementation applicable au personnel des administrations locales et sous cette réserve que les prestations cumulées ne puissent excéder 1,25 fois la durée du travail de l'emploi à temps plein.

Art. 15. Sans préjudice de l'article 3 de l'arrêté royal du 23 mars 1977 relatif à la désignation de receveurs régionaux pour les centres publics d'aide sociale, le conseil de l'aide sociale détermine les conditions de temps et de lieu de l'exercice de la fonction.

Sans préjudice de l'article 43, alinéa 4 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, l'activité du secrétaire et du receveur est assurée au siège du centre pendant les heures normales d'ouverture des bureaux dans les administrations publiques.

Le traitement du secrétaire ou du receveur couvre toutes les prestations de services inhérentes à la fonction.

Art. 16. Pour l'application des articles 8, 9, 10, 11 et 12, le chiffre de la population de la commune pris en considération est celui fixé en vertu de l'article 30 de la nouvelle loi communale.

CHAPITRE V. — *Statut pécuniaire*

Art. 17. §^{er}. L'échelle barémique du secrétaire d'un centre public d'aide sociale à temps plein est égale à 97,5 % de l'échelle barémique applicable au secrétaire communal de la même commune.

Ce barème ne sera en aucun cas inférieur à l'échelle A1 fixée dans l'annexe au présent arrêté.

§ 2. L'échelle barémique du receveur d'un centre public d'aide sociale avec prestations complètes est établie à 97,5 % de l'échelle barémique applicable au secrétaire du même centre public d'aide sociale.

§ 3. Le traitement des secrétaires à temps partiel est établi en multipliant le nombre d'heures/semaine admis par 1/38 l'échelle barémique établie conformément au § 1^{er}.

§ 4. Le traitement des receveurs à temps partiel est établi en multipliant le nombre d'heures/semaine admis par 1/38 de 97,5 % de l'échelle barémique applicable au secrétaire du même centre public d'aide sociale.

Art. 18. Lorsqu'en application de l'article 43, alinéa 4, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, le receveur communal est nommé receveur local du centre, ses prestations cumulées ne peuvent excéder 1,25 fois la durée du travail de son emploi à temps plein. La rémunération complémentaire à charge du centre public d'aide sociale est établie en multipliant le nombre d'heures/semaine par 1/38e de 97,5 % de l'échelle barémique applicable au secrétaire du centre public d'aide sociale.

Art. 19. Pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire, les prestations effectuées dans certains services publics sont prises en considération conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 29 mars 1995 fixant les règles relatives à la valorisation pécuniaire de services antérieurs dans le secteur public par les secrétaires communaux et les receveurs communaux.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 20. L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 23 mars 1977 relatif à la désignation de receveurs régionaux pour les centres publics d'aide sociale est remplacé par le texte suivant :

« Les fonctions de receveurs sont remplies par des receveurs régionaux dans les centres publics d'aide sociale qui desservent des communes de moins de 20 001 habitants, sauf dans les cas et selon les conditions déterminées par le Gouvernement. Pour l'application de cet article, le chiffre de population de la commune pris en compte est celui fixé en vertu de l'article 30 de la nouvelle loi communale. »

Art. 21. Les titulaires des emplois de secrétaire et de receveur qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté bénéficient d'une situation administrative et pécuniaire plus favorable conservent leurs avantages à titre personnel.

Art. 22. L'arrêté royal du 20 juillet 1993 fixant les dispositions générales d'établissement du statut administratif et pécuniaire des secrétaires et des receveurs des centres publics d'aide sociale est abrogé.

Art. 23. Le Ministre de l'Action sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 mai 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Annexe

Echelle de traitement A1

Echelle A1	
Augmentations	
11/1 x 20.000 1/1 x 28.000 10/1 x 20.000 3/1 x 13.000	
Développement	
0	880.000
1	900.000
2	920.000
3	940.000
4	960.000
5	980.000
6	1.000.000
7	1.020.000
8	1.040.000
9	1.060.000
10	1.080.000
11	1.100.000
12	1.128.000
13	1.148.000
14	1.168.000
15	1.188.000
16	1.208.000
17	1.228.000
18	1.248.000
19	1.268.000
20	1.288.000
21	1.308.000
22	1.328.000
23	1.341.000
24	1.354.000
25	1.367.000

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mai 1999 fixant les dispositions générales d'établissement des statuts administratif et pécuniaire des secrétaires et receveurs des centres publics d'aide sociale.

Namur, le 20 mai 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé

W. TAMINIAUX

VERTALING

N. 99 — 1991

[C - 99/27493]

20 MEI 1999. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de algemene bepalingen inzake het administratief en geldelijk statuut van de secretarissen en de ontvangers van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn

De Waalse Regering,

Gelet op de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, inzonderheid op de artikelen 42, negende lid, en 43, derde lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 augustus 1986, bij de wet van 5 augustus 1992 en bij het decreet van 2 april 1998;

Gelet op artikel 1 van het koninklijk besluit van 23 maart 1977 betreffende de aanduiding van gewestelijke ontvangers voor de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, gewijzigd bij koninklijk besluit van 25 oktober 1984;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 1993 tot vaststelling van de algemene bepalingen inzake het administratief en geldelijk statuut van de secretarissen en de ontvangers van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 23 maart 1999 van het Waalse Comité C van plaatselijke en provinciale openbare diensten;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 2 februari 1999;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 4 maart 1999 over de vraag om advies te geven door de Raad van State binnen de termijn van één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 3 maart 1999 overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat de algemene bepalingen inzake het administratief en geldelijk statuut van de secretarissen en ontvangers van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn voor de openbare centra voor maatschappelijk welzijn uit het Franse taalgebied vastgesteld dienen te worden;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie en Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. In dit besluit wordt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet geregeld.

Art. 2. Het administratieve en het geldelijke statuut van de secretaris en de plaatselijke ontvanger van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn wordt vastgesteld door een voorschrift dat door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn is vastgesteld binnen de perken van de algemene bepalingen van dit besluit.

HOOFDSTUK II. — Werving en bevordering

Art. 3. De secretaris en de plaatselijke ontvanger moeten de volgende benoemingsvereisten vervullen :

1. Belg zijn;
2. de politieke en burgerlijke rechten genieten;
3. een onberispelijk gedrag hebben;
4. aan de wettelijke verplichtingen inzake dienstplicht hebben voldaan;
5. de vereiste lichamelijke geschiktheid bezitten
6. geslaagd zijn voor het examen of het vergelijkend wervingsexamen.

Art. 4. In het voorschrift moet de wijze worden bepaald waarop de aanwerving voor de ambten van secretaris en plaatselijke ontvanger geschiedt. Het voorschrift voorziet met name :

1° in de vereisten voor deelneming aan het examen of het vergelijkend examen, in de wijze waarop zij worden georganiseerd, in de samenstelling van de jury, in de volgorde en de inhoud van de examengedeelten en in de wijze van quotering. In het examen of vergelijkend examen moet een maturiteitsproef worden opgenomen, alsook een beroepsbekwaamheidsproef waarmee geoordeeld wordt of de kandidaat over de vereiste kennis en bekwaamheid beschikt om het hem toe te wijzen ambt uit te oefenen.

Ten minste één lid van de jury behoort tot het academisch of wetenschappelijk personeel van een universiteit of van een instelling voor hoger, niet-universitair onderwijs en heeft als vakgebied een onderdeel van de stof waarvoor het examen of het vergelijkend wervingsexamen wordt afgenomen; naargelang de aard van het te begeven ambt maken eveneens deel uit van de jury ten minste twee in dienst zijnde of sinds minder dan vijf jaar op rust gestelde secretarissen of ontvangers en de voorzitter van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of diens vervanger.

Andere leden van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn mogen als waarnemer de verschillende examengedeelten bijwonen.

De externe juryleden moeten hoe dan ook de meerderheid in de jury uitmaken;

2° in de diploma- en getuigschriftvereisten; hierna vermelde diploma's zijn ten minste vereist :

a. ofwel één van de diploma's of getuigschriften die in aanmerking worden genomen voor de aanwerving in de betrekkingen van niveau 1 in de diensten van het Rijk, de Gemeenschappen en de Gewesten; ofwel het diploma van licentiaat in de ziekenhuiswetenschappen, behaald na een cyclus van hogere technische studies A1 of een universitaire kandidatuur;

b. bovendien, een diploma of getuigschrift afgeleverd na afloop van een volledige lessencyclus bestuurskunde, overeenkomstig het minimumprogramma waarvan de lessenlijst is opgesteld door de Minister van Sociale Actie;

3° mogelijkwijze pas in de benoeming van de secretaris en de ontvanger na een stageperiode van één jaar en een evaluatie. In dat voorschrift worden de periodes van non-activiteit of afwezigheid bepaald die niet in aanmerking worden genomen voor de berekening van de duur van de stageperiode.

Art. 5. De Raad voor Sociale Hulp kan bij bedoeld voorschrift bepalen dat de kandidaat die sinds minstens twee jaar in vast dienstverband het ambt van secretaris of plaatselijke of gewestelijke ontvanger van hetzelfde centrum of van een ander openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn uitoefent, geheel of gedeeltelijk van het examen of het vergelijkend wervingsexamen kan worden vrijgesteld.

In dat laatste geval kan de vrijstelling pas toegekend worden indien de twee openbare centra voor maatschappelijk welzijn tot dezelfde categorie behoren of indien het centrum waarvoor het examen georganiseerd wordt, tot een lagere categorie behoort dan die waarvoor de kandidaat het ambt uitoefent.

Voor de bepaling van bedoelde categorieën zij verwezen naar artikel 6, § 1, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Art. 6. In het voorschrift worden de voorwaarden voor bevordering naar de ambten van secretaris en, in voorkomend geval, van ontvanger omschreven. Er wordt met name bepaald welke graad of graden de personeelsleden moeten bezitten om te kunnen solliciteren naar bedoelde betrekking en welke andere vereisten de kandidaten moeten vervullen.

Die vereisten mogen in geen geval minder streng zijn dan de hierna bepaalde vereisten :

1. het betrekken van een graad, in het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, ofwel van niveau 1 ofwel, indien er in de personeelsformatie geen graad van niveau 1 bestaat, van niveau 2+ of 2;
2. het bezit van het diploma of het getuigschrift dat na afloop van een volledige lessencyclus bestuurskunde is uitgereikt overeenkomstig het minimumprogramma waarvan de lessenlijst is opgesteld door de Minister van Sociale Actie, behalve vrijstellingen zoals voorzien bij artikel 7;
3. het vast benoemd zijn en het bezit, als statutair personeelslid, van ofwel een dienstanciënniteit van ten minste drie jaar in het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of in de gemeente, ofwel een anciënniteit van vijf jaar in een ander openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of in een andere gemeente van dezelfde categorie of van een hogere categorie zoals voorzien in artikel 6, § 1, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;
4. het met vrucht afgelegd hebben van het examen of vergelijkend examen bedoeld onder punt één van artikel 4.

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen gemeen aan de werving en de bevordering*

Art. 7. De examenkandidaten die één van de hierna vermelde diploma's bezitten, worden vrijgesteld van het vertonen van het diploma of certificaat dat na afloop van de volledige lessencyclus bestuurskunde wordt uitgereikt :

- doctor of licentiaat in de rechten;
- licentiaat in bestuurskunde;
- licentiaat in de politieke wetenschappen;
- licentiaat in de sociale wetenschappen of sociologie;
- licentiaat in de economische wetenschappen;
- licentiaat in de handelswetenschappen.

Examenkandidaten die een diploma of getuigschrift bezitten dat in aanmerking komt om toegelaten te worden tot de betrekkingen van niveau 1 in de diensten van het Rijk, de Gewesten en de Gemeenschappen kunnen ook van bedoeld diploma of getuigschrift worden vrijgesteld voor zover bedoeld diploma of getuigschrift uitgereikt werd na beëindiging van een studierichting waarin minstens 60 college-uren werden voorbehouden aan het vakgebied gewijd aan publiek, administratief en openbaar recht en minstens 40 college-uren aan het vakgebied gewijd aan economie, financiën en boekhouding.

Art. 8. Het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van een gemeente met minder dan 20.001 inwoners die een betrekking als plaatselijk ontvanger in het leven roept of begeeft, mag een gewestelijke ontvanger in die betrekking benoemen; de gewestelijke ontvangers worden geacht alle benoemingsvereisten te vervullen om benoemd te worden in de betrekking van gewestelijke ontvanger. De gewestelijke ontvanger die als plaatselijke ontvanger benoemd wordt, behoudt persoonlijk, maar in evenredigheid naar de begeven prestaties, de weddeschaal die hij als gewestelijke ontvanger genoot indien die weddeschaal voordeliger is.

HOOFDSTUK IV. — *Dienstprestaties*

Art. 9. § 1. Het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van een gemeente met minder dan 5.001 inwoners mag een secretaris in halftijdse dienst nemen; het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van een gemeente met meer dan 5.000 inwoners en hoogstens 7.500 inwoners mag een secretaris in dienst nemen met een werktijd gelijk aan drie vierden van de gewone arbeidsduur. Het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van een gemeente met minder dan 5.001 inwoners mag zich met het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van een andere gemeente van die categorie samenvoegen om één enkele secretaris in halftijdse dienst te nemen.

§ 2. Het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van een gemeente met minder dan 5.001 inwoners mag beslissen om de opgelegde arbeidsduur te verminderen tot onder de duur van de halftijdse prestaties, voor zover de goede werking en de kwaliteit van de dienstverlening daardoor niet in het gedrang worden gebracht.

Art. 10. Het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van een gemeente met minstens 7.501 inwoners heeft een voltijdse secretaris in dienst.

De secretaris die op de datum waarop de uitslagen van de algemene volkstelling in het *Belgisch Staatsblad* worden bekendgemaakt, in vast dienstverband werkt in het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van een gemeente die in een lagere categorie is ondergebracht, blijft dat ambt uitoefenen tot beëindiging van diens loopbaan of opdracht.

Art. 11. Het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van een gemeente met minder dan 7.501 inwoners mag bij met redenen omklede beslissing de arbeidstijd van de secretaris, vastgelegd overeenkomstig art. 9, § 1, verhogen.

Art. 12. In gemeenten met 20.001 inwoners en meer heeft het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn een voltijdse ontvanger in dienst.

De ontvanger die op de datum waarop de uitslagen van de algemene volkstelling in het *Belgisch Staatsblad* worden bekendgemaakt, in vast dienstverband werkt in het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van een gemeente die in een lagere categorie is ondergebracht, blijft dat ambt uitoefenen tot beëindiging van diens loopbaan of opdracht.

De deeltijdse dienstprestaties van een plaatselijke ontvanger zoals voorzien bij artikel 43, derde lid, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn bedragen de helft van de gewone arbeidsduur in gemeenten met 10.000 inwoners en minder en bedragen drie vierde van de gewone arbeidsduur in gemeenten met 10.001 tot en met 20.000 inwoners.

De Minister van Sociale Actie mag na een met redenen omklede aanvraag van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn een afwijking op die regeling toestaan. Er mag evenwel pas op een voltijdse ontvanger een beroep worden gedaan indien er ook een voltijdse secretaris in dienst is.

Art. 13. In geen enkel geval mag een deeltijdse secretaris of ontvanger door zijn ambt met een andere beroepsactiviteit te cumuleren, een zodanige arbeidsduur hebben dat hij door die cumul de gewone voltijdse arbeidsduur 1,25 maal overschrijdt.

Art. 14. Het voltijds uitgeoefende ambt van secretaris of ontvanger mag niet worden gecumuleerd met een andere beroepsactiviteit, tenzij de raad een afwijking heeft toegestaan volgens de voorschriften die van toepassing zijn op het personeel van de plaatselijke besturen en onder voorbehoud dat de gecumuleerde dienstprestaties de voltijdse arbeidsduur niet meer dan 1,25 maal overschrijden.

Art. 15. Onverminderd artikel 3 van het koninklijk besluit van 23 maart 1977 betreffende de aanduiding van gewestelijke ontvangers voor de openbare centra voor maatschappelijk welzijn bepaalt de raad voor sociale hulp de tijds- en plaatsomstandigheden waarin het ambt wordt uitgeoefend.

Onverminderd artikel 43, vierde lid, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn wordt de dienstactiviteit van de secretaris en van de ontvanger verricht op de zetel van het centrum tijdens de kantooruren die algemeen gangbaar zijn in de openbare besturen.

De bezoldiging van de secretaris en van de ontvanger dekt alle dienstprestaties die onlosmakelijk verbonden zijn met het ambt.

Art. 16. Voor de toepassing van de artikelen 8, 9, 10, 11 en 12 is het in aanmerking genomen bevolkingscijfer gelijk aan het bevolkingscijfer dat is vastgesteld krachtens artikel 30 van de nieuwe gemeentewet.

HOOFDSTUK V. — *Geldelijk statuut*

Art. 17. § 1. De weddeschaal van een voltijdse secretaris van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn beantwoordt aan 97,5 % van de weddeschaal die van toepassing is op de gemeentesecretaris van dezelfde gemeente.

In geen enkel geval mag dat barema lager zijn dan de schaal A1 die vastgesteld is bij de bijlage van dit besluit.

§ 2. De weddeschaal van een ontvanger van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn met volledige dienstprestaties wordt vastgesteld op 97,5 % van de weddeschaal die van toepassing is op de secretaris van hetzelfde openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn.

§ 3. De bezoldiging van deeltijds werkende secretarissen wordt bekomen door het aantal toegelaten uren per week te vermenigvuldigen met 1/38 van de weddeschaal die overeenkomstig paragraaf 1 is vastgesteld.

§ 4. De bezoldiging van deeltijds werkende ontvangers wordt bekomen door het aantal toegelaten uren per week te vermenigvuldigen met 1/38 van 97,5 % van de weddeschaal die van toepassing is op de secretaris van hetzelfde openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn.

Art. 18. Indien de gemeentelijke ontvanger overeenkomstig artikel 43, vierde lid, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn als plaatselijke ontvanger van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn wordt benoemd, mogen diens gecumuleerde dienstprestaties de arbeidsduur met betrekking tot zijn voltijdse betrekking in geen geval 1,25 maal overschrijden. De aanvullende vergoeding die ten laste van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn gaat, wordt bekomen door het aantal uren per week te vermenigvuldigen met 1/38 van 97,5 % van de weddeschaal die van toepassing is op de secretaris van hetzelfde openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn.

Art. 19. Om de geldelijke anciënniteit te berekenen, worden de prestaties die werden verricht in sommige openbare diensten, in aanmerking genomen overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 25 maart 1995 tot vaststelling van de regels betreffende de geldelijke valorisatie van vroegere diensten die in de overheidssector door de gemeentesecretarissen en de gemeenteontvangers werden verricht.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 20. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 23 maart 1977 betreffende de aanduiding van gewestelijke ontvangers voor de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, wordt vervangen door volgende tekst :

« De ambten van ontvanger worden vervuld door gewestelijke ontvangers in de openbare centra voor maatschappelijk welzijn die gemeenten met minder dan 20.001 inwoners bedienen, behalve in de gevallen en volgens de voorwaarden bepaald door de Regering. Voor de toepassing van dit artikel is het in aanmerking genomen bevolkingscijfer gelijk aan het bevolkingscijfer dat is vastgesteld krachtens artikel 30 van de nieuwe gemeentewet. »

Art. 21. De ambtenaren wier betrekking als secretaris of ontvanger op de datum waarop dit besluit in werking treedt, met een voordeliger administratieve en geldelijke toestand verbonden is, behouden persoonlijk die voordelen.

Art. 22. Het koninklijk besluit van 20 juli 1993 tot vaststelling van de algemene bepalingen inzake het administratief en geldelijk statuut van de secretarissen en de ontvangers van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, wordt opgeheven.

Art. 23. De Minister van Sociale Actie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 mei 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

Bijlage

Weddeschaal

Schaal A1	
Verhogingen	
11/1 x 20.000 1/1 x 28.000 10/1 x 20.000 3/1 x 13.000	
Evolutie weddeschaal	
0	880.000
1	900.000
2	920.000
3	940.000
4	960.000
5	980.000
6	1.000.000
7	1.020.000
8	1.040.000
9	1.060.000
10	1.080.000
11	1.100.000
12	1.128.000
13	1.148.000
14	1.168.000
15	1.188.000
16	1.208.000
17	1.228.000
18	1.248.000
19	1.268.000
20	1.288.000
21	1.308.000
22	1.328.000
23	1.341.000
24	1.354.000
25	1.367.000

Gezien om gevoegd te worden bij het Besluit van de Waalse Regering van 20 mei 1999 tot vaststelling van de algemene bepalingen inzake het administratief en geldelijk statuut van de secretarissen en de ontvangers van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Namen, 20 mei 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,

R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

W. TAMINIAUX